La naissance de la génération roumaine des réformes

Dans l'histoire et dans la littérature roumaines, il est une génération que les historiens et les critiques littéraires nomment « génération de 48 ». En effet, la carrière de ses représentants s'épanouit et parvient à son apogée vers 1848. Ces derniers ont assumé un rôle important à l'une des époques les plus dynamiques – entre 1830 et 1880 environ – de l'histoire politique et de l'histoire de la civilisation roumaine.

L'histoire de l'Europe connaît peu de générations touchées par de tels bouleversements : ceux de la société mais aussi ceux de la situation du droit public de leur pays. Il se trouve également peu d'exemples de la réalisation presque complète des désirs d'une génération, en un temps très court, dépassant à de nombreuses reprises les rêves si audacieux de ses représentants les plus modérés. Les représentants de cette génération sont nés pour la plupart entre 1806 et 1821, à la fin donc de l'une des périodes les plus contradictoires de l'histoire roumaine, nommée l'« époque phanariote ». Leurs parents portaient encore des caftans à la turque et les bonnets pointus des boyards, ils parlaient le plus souvent grec et/ou français. Mais ces fils, à la fin d'une vie mouvementée, ont été conduits au cimetière par les citoyens d'un État indépendant. Leur activité – marquée, au-delà du mouvement révolutionnaire de 1848-1849, par des réalisations telles que l'union de la Moldavie et de la Valachie

en 1859, la réforme du servage en 1864, puis la proclamation de l'indépendance de la Roumanie, en 1877 – a été accueillie par la gratitude de toute une nation. La postérité voit en eux les créateurs de l'État roumain moderne et les fondateurs de sa culture. Mais parfois, elle s'étonne encore de l'ampleur de ces résultats. Pourtant, comme plusieurs d'entre eux l'ont reconnu, ils ont vécu un pied dans le passé et l'autre dans l'avenir : ils incarnent le lien entre l'époque phanariote, généralement dépeinte sous des couleurs obscures, et l'« époque moderne », davantage brillante – à noter que le fossé n'est pourtant pas si large, la différence fondamentale pas si grande qu'il apparaît de prime abord. C'est justement pour cela qu'il est instructif de porter son regard sur les antécédents et les origines et d'examiner, même dans les grandes lignes, le milieu dont ils sont issus et qui a façonné leur manière de voir, leurs réactions instinctives, leurs idéaux, leur vision du monde et leurs expériences les plus décisives.

Entre 1711 et 1821, pour renforcer ses positions affaiblies et faire contrepoids à l'influence croissante des Russes et en partie des Autrichiens, l'Empire ottoman a confié le trône des principautés roumaines (Moldavie et Valachie), pour une durée fixe de trois ans, à un membre honorable, c'est-à-dire aisé, du corps des fonctionnaires, à savoir le *dragoman* (le « premier interprète »), en récompense de ses services, ou bien à certains membres de sa famille ; d'abord, évidemment, en échange d'un cadeau convenable, puis d'un impôt élevé. Il y a déjà eu des précédents : jusqu'en 1821 (date du commencement de la lutte d'indépendance grecque), l'administration et les affaires diplomatiques de l'empire avaient été gérées par des représentants cultivés de la colonie grecque d'Istanbul – représentants de grande envergure, parlant les langues occidentales (avant tout celle de la diplomatie de l'âge moderne, le français). Ils avaient entretenu soigneusement leur culture byzantine, avaient conservé leur art diplomatique traditionnel, et n'avaient jamais renoncé au fond à créer, le moment venu, une Byzance nouvelle sur les ruines de l'Empire ottoman.

Cette colonie grecque distinguée, telle une caste menant une vie fermée, a habité le quartier de Fanar (*Phanarion*) à Constanti-

nople, d'où le nom de « phanariote » attribué au fonctionnaire recruté parmi les membres de ce milieu, y compris les princes de Valachie et de Moldavie. Cette période s'appelle d'ailleurs dans l'historiographie roumaine l'*époque phanariote*(1711-1821).

> « Toute l'époque phanariote – écrit l'un des spécialistes de cette période – se trouve dans un rapport de dépendance avec la vie politique et sociale de la Turquie. La cour et la bonne société répandent une atmosphère d'excellence orientale, et cela se montre non seulement dans l'administration et les cérémonies officielles, mais aussi dans la vie quotidienne, dans les habitudes vestimentaires et alimentaires, la manière de vivre, et aussi dans la vie sentimentale des différentes classes de boyards. »

Mais du point de vue historique, cette époque n'est pas seulement celle de l'affirmation de l'influence turque et de l'expansion des symptômes despotiques orientaux, rencontrées déjà antérieurement dans la société roumaine des principautés : elle représente en même temps l'apogée de l'influence grecque, déjà observée en Moldavie et en Valachie. Pour cette raison, certains historiens sont enclins à utiliser pour la période précédente – à partir de 1575 environ – l'épithète « *préphanariote* », en signalant que la césure, dans ce cas non plus, n'est pas si grande.

Les princes-fonctionnaires venus de Constantinople ont emmené avec eux les membres de leur famille, leur parenté nombreuse, ainsi que leurs fidèles. C'est ainsi que le grand-père de Ion Luca Caragiale (1852-1912), l'un des plus grands auteurs classiques de la littérature roumaine, est parvenu à rejoindre Bucarest depuis Istanbul, comme cuisinier de Ion Caragea (1812-1818), avant-dernier prince phanariote en Valachie.

Les Grecs ont occupé les différents postes de l'administration concentrée à la cour princière (le *postelnic*, ministre des Affaires étrangères et le *vistiernic*, adjoint du ministre des Finances, étaient toujours Grecs) et les postes-clés du commerce intermédiaire. Les aïeux d'une partie considérable de la génération fondatrice de l'État et de la culture modernes, ceux

de la « génération de 48 », se sont également établis à cette époque dans les principautés. L'influence grecque a été si forte que les couches sociales supérieures – dites *protipendada* (ou *protipenda*), c'est-à-dire des *cinq familles* – se sont grécisées presque entièrement. La langue de la cour et des académies princières (des écoles secondaires ou supérieures), celle de l'office religieux et de la vie publique était le grec ; ceux même qui étaient d'origine roumaine le parlaient comme leur langue maternelle. L'assimilation – au début à l'avantage des Grecs – a été de grande envergure mais n'a pas provoqué pour autant de difficultés - à l'exception peut-être des différends insignifiants et des querelles inévitables des cliques (entre autochtones et « hommes nouveaux »). L'élite roumaine n'écrivait alors que « pour son propre plaisir » ou « en vue d'une galanterie précieuse » (alternativement ou simultanément) en grec, en roumain et même en français. Elle a pu notamment faire connaissance, pour ainsi dire de première source et conformément aux exigences et à l'orientation du développement bourgeois néogrec relativement avancé en Europe du Sud-Est, avec les idées des Lumières et la décadence de la poésie classiciste (de la « petite poésie ») française, pour connaître enfin le préromantisme. Parallèlement à ce processus – et en même temps à la formation de l'opposition, relative aussi à la lutte d'indépendance grecque –, parallèlement encore à l'activité des émigrants et des professeurs français qui se dispersaient un peu partout en Europe après la Grande Révolution, représentant les tendances les plus diverses et gagnant leur vie par l'ouverture de « pensions », la connaissance de la langue française est devenue à la mode. Elle s'est propagée tant et si bien que la langue roumaine – au moins dans les milieux de la haute société des deux principautés – n'était tenue qu'à la troisième place. Dans aucun pays d'Europe de l'Est – nota un diplomate français durant les années 1830 – la langue française n'était plus soignée que dans les principautés roumaines. L'opinion de certains spécialistes de l'époque paraît donc bien fondée, quand ils considèrent les influences grecque et française, presque inséparablement entrelacées, comme l'un des résultats les plus importants de l'époque phanariote – outre la symbiose gréco-roumaine. Pour citer un historien roumain, c'était « comme la poussée des peuples rou-

mains vers la culture française ». Cette tendance est encore renforcée par l'habitude répandue – d'abord seulement dans les milieux les plus distingués –, pour les jeunes gens de faire leurs études en France, le plus souvent à Paris, durant les premières décennies du XIX^{e} siècle. Souvent, ces voyages sont organisés à l'aide du vaste système de relations qu'ont entretenu les Grecs vivant dans les principautés. Cela a été le cas de A. I. Cuza, futur prince, de N. Creţulescu, futur Premier ministre, de V. Alecsandri, poète, de I. Negulici, peintre, etc. Ces jeunes gens, s'ils n'ont pas toujours considéré leurs études avec grand sérieux, ont appris du moins parfaitement la langue, la civilisation et les manières mondaines des Français. Dans ce contexte, il est intéressant de citer une déclaration de N. Iorga (1871-1940), historien conservateur roumain d'origine moldave, personnage de premier plan d'une tendance nationale et populaire. L'opinion de Iorga sur la « génération de 48 », d'origine plutôt valaque et grecque, est nuancée par son aversion personnelle qui, en dernière analyse, doit beaucoup aux divergences structurelles de l'évolution sociale en Valachie et en Moldavie. Voilà ce qu'il a dit lors d'une conférence, le 13 mars 1906 :

> « Ces Messieurs sont rentrés de Paris en parlant parfaitement le français, en écrivant parfaitement en français, en connaissant toutes les rues et ruelles de Paris, en connaissant tous les établissements et tous les racontars de la vie parisienne de l'époque. Orgueilleux, ils sont revenus en méprisant les parents, les aïeux et les paysans barbares de la terre roumaine... Ils sont rentrés dans ce pays pour relever le drapeau tricolore qui ne pouvait être qu'un chiffon dans ces conditions. Ils ont donc relevé leur chiffon en rassemblant les gens autour de lui et en criant trois mots étrangers que la foule n'a pas compris : liberté, égalité, fraternité. Au lieu de ces mots, ils auraient dû écouter d'anciens mots roumains, comme humanité et vérité. »

Plus tard, quand après la paix d'Andrinople (achevant victorieusement la guerre russo-turque et supprimant le monopole

turc du commerce du blé), le développement de caractère bourgeois précoce, jusque-là extrêmement limité et restreint, a pris son essor, les fils issus des couches sociales inférieures (petits boyards, plébéiens, commerçants aisés, d'origines également diverses), et surtout ceux de Valachie, sont partis eux aussi pour Paris durant les années 1820-1830. Ils ont ainsi voulu poursuivre leurs études, sur des chemins déjà battus et en profitant des bourses des sociétés littéraires, fondées par les membres éclairés des *protipendada*. Ils ont été les porte-étendards du libéralisme roumain d'opposition, se nourrissant des idées des Lumières et suivant le modèle français. Ce libéralisme était une réaction à la fois turcophobe et russophobe au pouvoir double qui résultait de la paix d'Andrinople : réaction au protectorat du sultan et à celui du tsar. Malicieusement, leurs contemporains les ont appelés *bonjouristes* à cause de leurs manières françaises. Ce sont eux qui, à toutes forces, ont fait prendre conscience à l'opinion publique française qu'un peuple apparenté, ayant beaucoup souffert, vivait quelque part, aux environs du Bas-Danube, et qu'il devait être aidé par le « grand frère français ». « C'est la France qui nous a élevés, instruits », peut-on lire dans une lettre des deux personnalités les plus caractéristiques peut-être du libéralisme en Valachie, Ion Brătianu et C. A. Rosetti, adressée à leur professeur parisien, Edgar Quinet.

> « L'étincelle qui a embrasé notre pays, nous l'avons puisée à son foyer. Voilà ce que nous vous prions de lui dire en notre nom, cher maître. Parlez pour nous ; elle vous écoutera. Soyez l'avocat de notre cause, le parrain de notre jeune Liberté. Rappelez encore à la France que *nous sommes ses fils* ; *que nous avons combattu pour elle sur les barricades.* Ajoutez que ce que nous avons fait, nous l'avons fait à son exemple… »

A cette époque s'est développée une spécificité des États roumains, à savoir que les manifestations récurrentes – signalées aussi par les voyageurs occidentaux – du despotisme oriental

sur le modèle turc et la causerie française élégante, polie des salons du grand monde parisien, vont de pair.

La particulière symbiose gréco-roumaine survit entre-temps en toute quiétude. (Fait qui semble accrédité par une donnée selon laquelle l'une des sociétés littéraires mentionnées ci-dessus était encore qualifiée en 1812 de *greco-dacică*, c'est-à-dire *gréco-dace*.) Si la conscience nationale roumaine s'éveillait déjà peu à peu, (ainsi dans les deux premières générations de la famille Văcărescu), la présence de l'élément grec ne pouvait être considérée comme un frein. De plus, un historien roumain du XIX^{e}siècle, en rappelant l'identité reconnue des intérêts et l'ampleur de l'interpénétration, a affirmé tout simplement que « c'est grâce aux Grecs que les générations du début du XIX^{e}siècle commencèrent à "se sentir roumaines" ». Même s'il exagère quelque peu, il est possible de conclure globalement que les intérêts grecs et roumains n'ont pas divergé jusqu'en 1821, du fait de l'usage des mêmes langages, de l'identité de la civilisation et de la religion, des analogies entre les idées humanitaires et réformistes inspirées des Lumières et, finalement, en raison de l'existence d'un ennemi commun. Ainsi, les principautés sont devenues les arrière-pays où se sont préparées la lutte d'indépendance grecque, puis les bases d'opérations très importantes du mouvement « Hetaireia », dirigé par Alexandru Ipsilanti.

À partir de 1821, les voies de ces deux peuples en train de devenir des nations ont divergé brutalement. Parmi les circonstances qui ne sont pas encore suffisamment éclaircies par l'historiographie, le mouvement grec « Hetaireia » et le mouvement social roumain de Tudor Vladimirescu – qui à l'origine constituait l'une des ailes du premier – sont entrés en opposition, et la révolte de Vladimirescu (la *zavera*) a été réprimée par A. Ipsilanti lui-même. En dehors de l'hésitation de la diplomatie russe (relative aux déclarations prématurées de A. Ipsilanti et à la conjoncture défavorable de la situation internationale), on peut présumer que c'est justement la participation plus active des couches sociales plébéiennes (artisans et commerçants) des bourgades, et avant tout celle de la paysannerie roumaine, qui a eu un rôle déterminant dans ce conflit.

En somme, l'existence d'intérêts et de buts purement roumains est devenue alors évident. L'historiographie roumaine considère donc, à juste titre, l'année 1821 comme l'aube de l'histoire roumaine moderne.

Le mouvement national dans les principautés n'en est plus à ses premiers pas. Il est né sous les auspices des Grecs et a suivi son propre chemin. Cela ne veut pas dire cependant que l'époque phanariote a réellement pris fin. « Aucun groupement politique ne se suicida jamais et nulle part en masse, ni moralement ni physiquement », dit l'un des fins connaisseurs roumains de l'époque. « Un monde meurt si son esprit meurt », ajoute un autre. Certes, « l'inconscience fatale » d'Ipsilanti et le mouvement de Tudor ont obtenu du sultan la suppression des voïvodes phanariotes et de leur entourage à la tête des principautés, en les remplaçant par des princes *nationaux* (l'ébranlement de sa confiance envers ses fidèles fonctionnaires, après l'éclatement de la lutte d'indépendance grecque, a contribué à cette décision). Cependant, outre les voïvodes, il y a eu relativement peu de dirigeants qui ont quitté leurs fonctions et, même parmi eux, bon nombre (à côté des fonctionnaires nouveaux) ont retrouvé leurs postes, au bout de quelques années, ayant désormais toute la confiance et les faveurs de la politique du tsar. Ceux qui ont occupé leurs places ont été eux aussi les élèves des académies grecques de Bucarest et de Iaşi, ils ont appris la même langue, la même culture et le même esprit que leurs prédécesseurs. Ainsi, derrière leurs prétentieuses devises anti-phanariotes se sont cachés des intérêts de groupe plutôt que des considérations nationales. Toutefois, il est indéniable que les aspirations des couches sociales intéressées au développement bourgeois ont revêtu, d'une manière paradoxale mais compréhensible, un aspect anti-grec et que la grécisation des couches supérieures a cessé subitement. Il semble bien probable que l'échec du mouvement « Hetaireia », les élans rallumés du mouvement populaire dirigé par Vladimirescu, puis l'état de disgrâce succédant à ces événements, ont contribué à leur incertitude et à leur changement d'orientation. Elle pouvait être, le cas échéant, – en dehors de l'émigration –, l'assimilation totale. Tout cela a été renforcé par deux faits : la mentalité publique a

été de plus en plus pénétrée d'une antipathie voilée envers les phanariotes (identifiés à l'ancien système à renverser), et cette antipathie, non sans nuances, s'est muée en une grécophobie généralisée. Cette tendance est parvenue à son point culminant durant le règne de Cuza (1859-1866), en 1863, lorsque le prince a fait séculariser la grosse fortune des cloîtres gérés par les Grecs. Tout cela n'a pas empêché cependant la nouvelle direction – les princes nationaux « de souche », puis Cuza (qui se distinguait de l'ancienne non tant par sa méthode et son caractère que par ses résultats) – de bénéficier, en cas de besoin, des relations familiales, économiques et politiques des phanariotes.

En conséquence, même la langue grecque a disparu peu à peu de la vie publique. Dans les milieux supérieurs, le français l'a remplacée temporairement. Dans les milieux populaires, le roumain s'est affirmé pour passer de plus en plus au premier plan. Le grec, proprement relégué au second plan, a conservé longtemps encore, jusqu'au dernier tiers du siècle environ, un rôle partiel, de plus en plus modeste, dans la transmission de la culture.

Ce processus a annoncé la continuation – mais déjà dans un rapport inverse – de la fusion roumano-grecque des premiers temps. Auprès des anciennes familles phanariotes qui se « roumanisaient » peu à peu, mais définitivement, sont bientôt apparus les représentants des couches sociales inférieures s'accommodant parfaitement de leurs habitudes, de leurs manières de vivre et de leurs idéaux, en un mot de leur mentalité. Ethniquement hétérogènes (composés d'éléments bulgares, serbes, albanais, macédo-roumains auprès des Grecs), mais en partie déjà Roumains, ils représentent les intérêts de la future bourgeoisie roumaine. L'assimilation avance donc avec entrain, surtout en Valachie. Mais en ce qui concerne son étendue, on ne peut que se borner à quelques hypothèses, les chiffres manquant à l'appui. Une étude relativement récente considère qu'à peine plus de 10 % des boyards de Valachie, et 4 % de ceux qui vivaient en Moldavie étaient Grecs au début du XIX^{e} siècle. Mais on peut avoir une image approximative de l'ampleur du processus si l'on tient compte du fait que l'immigration grecque a débuté déjà au milieu du XVI^{e} siècle, qu'elle s'est poursuivie, que pour

obtenir la nationalité un acte de mariage est suffisant – on ne considérait donc, au fond, comme étrangers que les membres de la première génération – et que dans la première moitié du XIX^{e} siècle encore, surtout en Valachie, de nouvelles vagues de Grecs sont arrivées. De ce point de vue, deux remarques de G. Călinescu – éminent spécialiste de l'histoire de la société roumaine, auteur du manuel d'histoire littéraire ayant eu le plus grand effet jusqu'à nos jours (*Istoria literaturii române de la origini, până în prezent*, 1941) – sont significatives. Il écrivait sur le caractère ouvert des couches sociales supérieures et moyennes vivant dans les principautés : « Il est vrai que les boyards étaient les plus ouverts à l'infiltration, mais ils exigeaient l'assimilation entière, et parfois rapide… »

> « Les Grecs vivant dans les principautés ne sont pas semblables à ceux qui vivaient dans la péninsule, et si l'on faisait un examen très subtil parmi les habitants citadins de l'époque, on se sentirait embarrassé. Entre le Roumain apprenant le grec et le Grec remplissant une fonction et parlant la langue du pays, il n'y a aucune différence. Ni l'un ni l'autre ne se rendent compte de la différence raciale, les rapports conjugaux se lient de la façon la plus simple, étant donné qu'ils sont tous orthodoxes. Un Grec vivant dans une principauté, du moment qu'il franchit le Danube, se range parmi les assimilés… »

Il est donc bien visible que dans les Principautés danubiennes (plus tard Principautés unies), et surtout – on ne peut que trop insister – en Valachie, l'assimilation de l'élément grec présent, sensiblement et avec toute son érudition politique, dans les couches supérieures et moyennes de la société, n'a rencontré aucun obstacle important. Elle a coïncidé avec la tendance principale du progrès à caractère bourgeois roumain (de Valachie). Ses conditions sont donc devenues exceptionnellement avantageuses. La fusion rapide n'a pas été freinée par des différences confessionnelles car les Grecs étaient également de religion orthodoxe. Alors qu'elle se roumanisait progressivement,

la majorité des Grecs, qui avait un grand intérêt à voir le développement bourgeois se poursuivre, a adopté et a intériorisé facilement les buts nationaux des Roumains. Plus tard, les Grecs ont consacré toutes leurs expériences accumulées et toute leur habileté à la grande entreprise de la création d'une Roumanie unie. Autrement dit, l'assimilation n'a dérangé ni l'évolution sociale, ni l'efficacité politique, et ce qui s'y est rattaché indissolublement : elle n'a pas divisé les forces. Bien au contraire, elle a enrichi la pensée politique de traditions précieuses. Pour conclure, on réussit à liquider une influence grecque de plusieurs siècles en permettant que ce soit ses résultats positifs qui, au moins dans les classes dominantes de la société roumaine, puissent subsister. Et ce, plutôt que la survivance de ses conséquences négatives dans le développement social et dans la vie publique, comme « le byzantinisme », critiqué plus tard, notamment du point de vue moral, par les intellectuels de Transylvanie et de Moldavie (tels Slavici et Eminescu). Dans un article de journal, publié entre 1874 et 1877, Eminescu écrit :

> « ... Notre classe cultivée, dans sa majorité, n'est pas roumaine, les Grecs et les Bulgares établis dans nos villes envoyèrent leurs fils pour faire leurs études à Paris, et ceux-ci retournèrent en tant que jeunes hommes roumains. Ne comprenant aucunement le pays, parlant, au lieu de la langue nationale, un jargon franco-bulgare, ne connaissant pas l'histoire et les lois du pays et ne sachant pas dans quelle mesure elles pourraient être la base de notre évolution, il leur manque totalement *le sens historique.* »

Une question se pose encore : ces classes, de qui et de quelles couches sociales se composaient-elles ? Au début du XIX^e^ siècle, et jusqu'à 1821 environ, c'étaient de grands boyards roumains grécisés et de grands boyards grecs roumanisés. On peut citer les mots du premier prince *national* « de souche » de Valachie, Grigore Dimitrie Ghica (1822-1828) : « Ces deux nations, la valaque et la grecque, se sont intimement amalgamées pendant le gouvernement précédent qu'on ne pourra jamais

tracer une ligne de démarcation entre elles ». C'est surtout sur ce règne d'élite typique – qui a survécu au fond après 1821, comme nous venons de le voir –, au sein des couches sociales des boyards moyens et inférieurs de Valachie et de Moldavie (affermies, du point de vue économique, par l'essor du commerce du blé, intéressées donc au progrès bourgeois), suivies, plutôt en Valachie, par les descendants des commerçants et des artisans, que s'ouvrit une brèche. Parmi eux, bien que le nombre des étrangers fût toujours élevé, les Roumains étaient déjà en majorité, et la fusion, de même que dans la haute société, ne fit aucune difficulté. Toutefois, ces « hommes nouveaux », fils de petits boyards et de commerçants, ont acquis (toujours plutôt en Valachie) une culture, une expérience politique, et éventuellement de l'argent pour leurs voyages d'étude, dans les maisons, dans les milieux ou dans les organisations des grands boyards ayant des idées plus libérales, en pressentant l'orientation du progrès. Ce phénomène a été si courant qu'il peut être étudié même dans les premiers romans écrits en roumain (et surtout dans l'œuvre classique de Nicolae Filimon, publiée en 1863, intitulée *Ciocoii vechi şi noi, s'au ce naşte din pisică şoareci mănîncă*). La langue roumaine, elle-même, en garde la trace : le terme *băiat de/pe procopseală* (approximativement : « fils que l'on fit enseigner », « apprenti », semblable – sociologiquement parlant – à ce qu'on appelle en Hongrie « *honoratior* ») désigne les jeunes gens d'origine modeste élevés chez les boyards qui se sont distingués d'une culture à la française. Ce sont les jeunes qu'on a retrouvés dans les mouvements des années 1830-1840, sur les barricades de Paris (en février 1848), de même que plus tard, après 1859, dans les fauteuils ministériels et à l'avant-garde de la littérature roumaine. C'est de cette manière que « descendit », peu à peu et degré par degré, la culture d'élite gréco-francisante du tournant du XVIII^{e} et du XIX^{e} siècle. Complétée, bien sûr, par la richesse des pensées du libéralisme (avant tout français), elle est devenue accessible pour des couches sociales de plus en plus larges et, moins consciemment et seulement jusqu'à un certain degré, elle a obtenu, surtout en Valachie, une *valeur de modèle*. Elle « se démocratisa » donc, tout en gardant nombre de ses traits caractéristiques.

La maturation de ces jeunes gens est perçue aussi par l'histoire événementielle politique. Plus d'un de leurs représentants a participé au mouvement de I. Cîmpineanu en 1838. Mais ce mouvement, comptant pour la première fois sur le contexte international et aussi sur le soutien éventuel des Roumains de Transylvanie, était encore dirigé – comme son nom l'indique – par le groupe des grands boyards libéraux de Valachie. De même, au mouvement de Valachie de 1840, dirigé par Dimitrie (Mitică) Filipescu, ont participé – en montrant la tendance prédominante du progrès social – les éléments d'intérêt bourgeois, « plébéiens » de la structure sociale, dans une proportion beaucoup plus élevée (N. Bălcescu, D. Macedonski, M. Serghiescu-Naţionalu, Telegescu, etc.). On a l'habitude de considérer ce mouvement comme la « répétition générale » avant la révolution de Valachie (bucarestoise), puisqu'elle était au fond identique à l'aile gauche radicale de celle-ci. Mais il n'est pas impossible de conclure que leur condition, à partir de 1840, dépendait de moins en moins de la tutelle des grands boyards libéraux ; les phases principales de leur émancipation politique ont alors pris fin.

Ce sont eux qui ont mis à l'ordre du jour la transformation radicale de la société de leur patrie, la démolition des entraves féodales et la solution à la question du servage (même si les Valaques, pour des raisons de tactique, l'ont laissée de côté en 1848). Bien que – à la suite du travail des pédagogues d'origine transylvanienne vivant dans les principautés – les problèmes des Roumains de Transylvanie aient été connus des générations précédentes, ce sont eux qui se sont identifiés pour la première fois à toute la nation roumaine. Ils ont cherché les alternatives à l'unification, à la création d'un État unique, même s'ils n'en ont pas précisé les moyens pendant longtemps, en discutant de la question du cadre et des alliés. L'une des possibilités prometteuses (en 1848-1849) a été justement celle de l'alliance hungaro-roumaine, à réaliser sous la forme de la confédération danubienne.

Même si les « hommes nouveaux » de Valachie, les couches sociales des petits et des moyens boyards, des commerçants, des gens de métier libres, futurs représentants de la bourgeoi-

sie roumaine, ont observé avec quelque soupçon les événements hongrois, ils ont été plutôt contents de leurs succès et ils ont considéré la révolution hongroise comme leur alliée naturelle et non pas comme leur future adversaire. Longtemps ils sont restés libres de préjugés et n'ont manqué ni de penchant pour l'entente ni de disposition d'initiative, surtout après la codification de la libération des serfs en Hongrie. Nous en avons d'excellents témoignages : comme le document, exemplaire jusqu'à nos jours, de N. Bălcescu, le *Projet de pacification*, rédigé l'été 1849, de même que la revue de Braşov, intitulée *Espatriatul* – de son camarade C. Bolliac, fils de la même couche sociale –, qui invitait à la réconciliation et à la coopération. Néanmoins, leur entrain a été freiné et leur enthousiasme modéré par le scepticisme de leurs délégués d'origine transylvanienne, installés plus tôt en Valachie (I. Maiorescu, A. T. Laurian, etc.), par l'éclat de la lutte fratricide et, de surcroît, par les expériences décevantes concernant le statut politique de la Transylvanie et des Roumains transylvaniens, acquises au cours des négociations, du reste tardives, menées avec les dirigeants hongrois. D'une manière tragique, tout cela a semblé justifier – et du point de vue de la conscience nationale hongroise et roumaine, et de celui de la coexistence hungaro-roumaine – les doutes et les préjugés de leurs camarades transylvaniens. De même, cela les a conduits à adopter, degré par degré, l'impatience, l'irritabilité et l'intransigeance de ceux-ci.

L'opinion du journaliste italien, Marco Antonio Canini, mérite aussi notre attention. Excellent connaisseur des conditions et de la situation politique en Valachie, et faisant preuve en même temps de sentiments amicaux envers les Roumains (c'est à lui que Kossuth dicta en mai 1862 son illustre projet de confédération danubienne et, en raison de ses bonnes relations avec les Roumains, c'est lui qui aurait dû l'utiliser comme base de négociation au nom de l'émigration hongroise !), il a écrit :

> « [...] l'élément hungarophobe à Bucarest n'est pas l'autochtone ; lui et avant tout l'aristocratie roumaine sentent qu'ils ont besoin d'un appui contre l'influence russe et qu'ils pourraient surtout le trouver chez les Hongrois ; le peuple est excité avant

> tout par ceux qui émigrèrent de Transylvanie en Valachie, mais qui n'y trouvèrent pas non plus l'appréciation attendue ; ils injurient donc le Hongrois et alimentent l'idée du grand empire roumain, qui impliquerait d'une part la Transylvanie et une grande partie de la Hongrie, d'autre part les tsintsares koutzo-valaques macédoniens. Ils ne sont dangereux que par le fait qu'ils obtinrent presque tous des postes de professeur… »

Outre l'identité reconnue des intérêts hongrois et roumains et la situation socio-psychologique (qui demande une analyse à part) des émigrants roumains de Transylvanie, cette remarque peut évoquer deux choses. D'une part, quant au corps d'État à former, plusieurs alternatives se sont présentées pour les dirigeants de la politique roumaine de l'époque. D'autre part, et c'est peut-être encore plus important, les sentiments et les préjugés hungarophobes n'étaient pas encore manifestes dans les couches dirigeantes de la société que nous avons présentées. Cette attitude – qui n'était pas irrémédiable – n'est apparue que vers le milieu des années 1860, période de l'affermissement progressif du jeune État roumain, dont elle ne se distingue pas entièrement. En tout cas, les relations des deux peuples n'ont pas tiré profit du fait que, comme une lettre datée de 1855 en porte le témoignage, les soldats hongrois, membres des troupes autrichiennes occupant les deux principautés entre 1854 et 1857, aient fait une très mauvaise impression sur les habitants de Bucarest. Selon Ion Bălăceanu, auteur de cette lettre et qui a eu jusqu'à la fin de sa vie un rapport cordial avec Georges Klapka, ces soldats ont considéré les Bucarestois comme des « Valaques », c'est-à-dire l'ennemi sur lequel on peut au moins se payer pour 1848-1849. Toutefois, l'attitude caractéristique de ce temps-là est encore représentée par N. Filimon (N. Papadonatu, 1819-1865), auteur d'origine grecque (macédo-roumaine ?) du « roman de base » roumain dont nous venons de parler. C'est l'exemple, en Valachie, du comportement sans prévention, exemple de l'amitié et de la compréhension des Hongrois et de leur civilisation. Passant par la Hongrie et séjournant aussi à Pest, lors de son voyage

de 1858, en Allemagne du Sud et en Italie, Filimon se souvenait chaleureusement de ses expériences et de son amitié avec un Hongrois de Transylvanie, nommé János Kövesdy, qui parlait bien le roumain.

Avançons dans le temps jusqu'en 1859, année de l'union de la Valachie et de la Moldavie ! Favorisé par la constellation heureuse de la politique extérieure (de la guerre de Crimée, des intérêts, d'ailleurs opposés, des grandes puissances, visant l'arrêt de la progression de l'empire tsariste dans les Balkans, etc.), l'événement de l'union a dû beaucoup aux efforts de cette génération. Il lui est resté « seulement » à faire reconnaître ce fait aux puissances garantes, et il lui a fallu encore mettre à exécution les réformes sociales (prescrites, entre autres, par l'accord de Paris, en 1858). La génération de 1848 a vécu alors son époque de prospérité. D'après les documents accessibles des archives (la liste des députés et celle des groupes parlementaires l'attestent), il y avait parmi eux beaucoup de Grecs, ou, du moins, nombreux étaient ceux qui possédaient un nom grec. Même si leur nom était déjà roumain, ou s'ils étaient d'origine roumaine par le père, la parenté grecque se démontre bien fréquemment : Ion Ghica, 1816-1897 ; L. H. Rădulescu, 1802-1872 ; C. Negri, 1812-1876 ; Ion Bălăceanu, 1828-1914 ; C. A. Rosetti, 1816-1885 ; les frères Alecsandri : Vasile, 1821-1890 et Ion, 1826-1884 ; C. Bolliac, 1813-1881 ; A. I. Cuza, 1821-1873 ; N. Bălcescu, 1819-1852.

La famille Ghica, qui joue un rôle très sérieux dans l'histoire roumaine, est d'origine albanaise . D'abord elle s'est grécisée, puis s'est francisée, pour finalement devenir, degré par degré, roumaine. Le représentant peut-être le plus éminent de cette génération a appris d'un archimandrite à lire et à écrire en grec avant de savoir le faire dans sa langue maternelle. Même M. Kogălniceanu (1817-1891), qui a fait la majeure partie de ses études à Berlin (1835-38) et qui représente un ton et un niveau particuliers par son érudition et son esprit, était de culture grecque, si bien que son surnom a été, non sans cause, « *der schwarze Grieche* ». Les frères Brătianu (Dumitru, 1818-1892 ; Ion, 1821-1891) qui ont fait également leur tour de Paris, se sont beaucoup appliqués et avec succès à la création

de l'État indépendant et à l'affermissement de ses institutions. Par contre, leur père, Dincă (Constantin) Brătianu paraît sortir des pages du roman de Filimon : même son nom est identique à celui du héros (*Dinu* Păturică). Il est possible que cette coïncidence soit due au hasard, mais elle s'explique peut-être (ou plutôt) par le caractère typique de ces carrières.

Il est intéressant de voir quelques émigrés hongrois se préoccuper de l'origine des hôtes ou des interlocuteurs, même plusieurs décennies après leur roumanisation. En 1849 László Berzenczey, l'un des futurs commissaires de l'émigration de Kossuth, présente Cuza – très amical d'ailleurs avec lui, de même qu'avec le général Klapka et d'autres Hongrois – de la manière suivante :

> « On ne sait pas si la famille Kuza est grecque ou roumaine, mais la mère est une matrone grecque qui jouit d'une considération générale. Malgré ceci, Kuza est rangé parmi les patriotes au lieu des phanariotes, bien que le teint clair du visage – il n'est pas blond au sens commun du mot –, la taille svelte du tronc, la mimique grecque confinant à la langueur orientale du visage et des gestes, les yeux clairs et l'alanguissement rêveur du regard aigu révèlent son origine grecque. C'est que les gestes à la française qu'il adopta, bien qu'ils soient habituels, ne paraissent pas originaux. Le bel habit et les manières courtoises me frappèrent également quand il vint à ma rencontre, en tendant sa droite et me saluant en français : *Vous êtes bienvenu, Monsieur…* »

Après un entretien avec Cavour, Premier ministre de Piémont, Gyula Tanárky à son tour n'hésitera pas à noter dans son journal intime que Ion Ghica (personnage peut-être le plus terrifiant de la génération roumaine de 48, connu pour son intelligence, ses intrigues et sa main dure) est « un Grec phanariote ».

C'est cette génération qui a dirigé les affaires extérieures et intérieures du jeune État roumain. C'est elle qui a occupé les

postes les plus importants. C'est d'elle dont a pu dépendre l'avenir de l'État indépendant. À peu d'exceptions près, on peut dire de tous ces personnages qu'ils étaient « diplomates nés ». On se tromperait en affirmant que l'origine en tant que telle a une importance décisive pour définir le caractère et la qualité des aptitudes et des facultés humaines. Toutefois, ces seuls exemples prouvent avec beaucoup de vraisemblance que les circonstances similaires et la reprise des expériences acquises par les générations précédentes peuvent reproduire certaines façons de penser et certaines attitudes, et qu'elles excluent encore moins l'existence des traditions obstinément survivantes.

Les aïeux de cette génération s'étaient habitués aux conditions difficiles. Ils savaient que les faveurs du sultan ou du grand vizir étaient capricieuses, tandis que les intrigues étaient quotidiennes, et que les hospodars n'accomplissaient pas toujours leur service jusqu'à la fin. Ce fait, conforté plus tard par l'incertitude générale de l'existence et de la situation matérielle précaire dans les principautés, signifie que le sens politique est devenu tout simplement une question de vie ou de mort. Celui qui commettait une erreur ou n'était pas expert dans les intrigues jouait sa tête !

Quant à la vitalité et au sens politique des Roumains, une apologie frappante en est présentée par D. Sturdza :

> « La vérité historique, c'est que nous étions favorisés par les circonstances propices ; mais il y a encore une vérité historique, également sûre, à savoir que nous pouvions bien profiter de ces conditions, or il y a peu de peuples qui pouvaient tirer un aussi grand profit des conditions qui leur étaient données que nous-mêmes. Le génie du peuple roumain réside justement à cette compétence et à cette souplesse. Les malheurs le tempèrent, mais les rudes épreuves à subir ne le brisèrent ou ne l'anéantirent jamais. »

Quelles sont, finalement, les conclusion de l'examen que nous venons de proposer ? La diplomatie de l'État de Cuza, aux prémices de son organisation, aux prises avec de graves soucis intérieurs, ne peut être nullement considérée comme une formation embryonnaire.

Or, c'est avec cette diplomatie que les membres de l'émigration hongroise séjournant en Valachie et en Moldavie, ont du se mettre d'accord sur les questions fondamentales, déterminant la coexistence hungaro-roumaine pour une longue période nouvelle.

Ce problème nous amènera à poser encore d'autres questions qui, certainement, ne seront pas moins complexes. En conséquence des antécédents, on verra aussi se confondre les préjugés réciproques, de plus en plus irritants, et les tentatives d'accords, de plus en plus désespérées, dans une discordance dont l'analyse, assurément, ne sera pas sans leçon.